



Adresse de la CGT au monde du travail

Convergence de crise sanitaire, économique, environnementale, sociale et menace terroriste... La France et le monde du travail font face à un péril inédit. Pour la CGT, le syndicalisme et les revendications ne peuvent être confinés !

D'un point de vue sanitaire, la situation est « hors de contrôle » avec une circulation du Covid bien supérieure à celle du mois de mars . Pourquoi ? Parce que les leçons n'ont pas été tirées : les fermetures de lits dans les hôpitaux continuent, les personnels sont épuisés et l'organisation des tests dysfonctionne... Depuis le début de l'épidémie, le gouvernement navigue à vue et nous abreuve d'injonctions contradictoires, alors qu'il faudrait qu'une véritable stratégie de crise soit élaborée collectivement et démocratiquement avec toutes les forces politiques et syndicales de ce pays.

Si, pour le président de la République « *nous sommes en guerre* », force est de constater qu'il existe des « victimes et des profiteurs de guerre ». Les victimes, ce sont toutes celles et ceux qui ont été exposés au virus et qui, dans certains cas, en sont morts. Les « profiteurs de guerre », ce sont ces entreprises, tout particulièrement les grands groupes qui ont maintenu le versement de dividendes à leurs actionnaires, profité des centaines de milliards d'aides débloqués sans contrepartie et multiplié dans le même temps les licenciements... Les entreprises du CAC 40 verseront cette année 34 milliards d'euros aux actionnaires tout en supprimant près de 60 000 postes dont un quart en France ! L'État, actionnaire de certains grands groupes et pourvoyeur d'aides publiques, soutient cette fuite en avant en ne mettant aucun

dispositif de conditionnalité et de contrôle en matière sociale et environnementale.

En France comme dans le reste du monde, l'extrême droite est en embuscade et prospère sur le terreau des crises sociales et des renoncements aux valeurs républicaines avec un discours poujadiste. Après l'effroyable assassinat de Samuel Paty et les attentats de Nice, des positionnements politiques qui cumulent les amalgames, la stigmatisation des musulmans et les remises en cause de l'État de droit se multiplient.

On ne défend pas la République en la vidant de ses valeurs ! La CGT appelle l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à ne rien laisser passer et à refuser le racisme, l'antisémitisme et les discours de haine qui ne visent qu'à diviser et mettre en opposition le monde du travail, pour le plus grand bénéfice du capital. L'éducation et la culture sont indispensables pour parvenir à l'émancipation et lutter contre l'obscurantisme : il faut changer de politique et les conforter !

La CGT condamne fermement le fanatisme religieux d'où qu'il vienne. La CGT et ses organisations appellent à l'organisation d'une initiative regroupant l'ensemble des forces de progrès, syndicats, associations et partis politiques, pour la promotion de la laïcité, la défense de la loi de 1905, contre le racisme, la xénophobie et pour l'amitié entre les peuples.



La CGT exige des mesures immédiates pour lutter contre ces crises :

- **la santé doit primer**, « quoi qu'il en coûte », car nos vies valent plus que leurs profits ! Une vraie stratégie de prévention doit être mise en place immédiatement avec des tests rapides, l'ouverture des lits nécessaires dans les hôpitaux et le financement de la recherche. Gouvernement et patronat doivent prendre immédiatement toutes les mesures pour protéger les travailleur-se-s, y compris en arrêtant les activités non essentielles lorsque c'est nécessaire. Les salarié-e-s doivent avoir droit au télétravail dès que leur activité le permet avec un encadrement immédiat (prise en charge du matériel et des frais professionnels, temps de travail, droit à la déconnexion, volontariat...);
- **un moratoire doit être mis en place sur toutes les mesures de restructuration, délocalisations et licenciements;**
- **les aides aux entreprises (dont le chômage partiel) doivent être conditionnées**, notamment au maintien de l'emploi et des salaires, et au gel des dividendes. Il faut instaurer un droit de veto du CSE sur l'utilisation des aides publiques;
- **des mesures immédiates pour empêcher l'explosion de la pauvreté** : l'ensemble des privé-e-s d'emploi doivent être indemnisé-e-s, les minima sociaux revalorisés et ouverts aux jeunes, le chômage partiel indemnisé à 100 % et les jours de carence arrêt maladie supprimés;
- **Les salaires des « premier-ère-s de corvée » doivent être immédiatement augmentés**, notamment dans la santé, l'éducation, le social, le commerce, le nettoyage, les services à la personne, la logistique, les transports, le BTP...
- **des moyens immédiats doivent être débloqués pour notre système de santé**. Nous revendiquons la mise en œuvre d'un plan de recrutement massif dans la santé, la réouverture des milliers de lits supprimés ces dernières années. La CGT appelle aussi à signer la pétition nationale pour exiger l'annulation du « forfait urgence » !
- **les libertés doivent être garanties**, notamment les libertés syndicales. Nous exigeons le maintien de l'ouverture des Bourses du travail et des libertés de déplacement;
- **La France doit ratifier la convention 190 de l'Organisation internationale du travail sur « La violence et le harcèlement dans le monde du travail »**. Alors que les violences conjugales ont explosé lors du premier confinement, le gouvernement doit débloquer les moyens humains et financiers nécessaires, contraindre les employeurs à généraliser les politiques de prévention. La CGT appelle à l'action le 21 novembre avec le

collectif #noustoutes et le 25 novembre sur tous les lieux de travail;

- **les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites doivent être définitivement enterrés**. Des négociations doivent s'ouvrir pour l'amélioration et la pérennisation de nos systèmes.

La CGT appelle à la cohérence, les leçons doivent être tirées. Pas question, comme en 2008, d'appliquer la « stratégie du choc ». Pas question de profiter de la crise pour faire reculer les droits et les libertés et nous imposer une nouvelle cure d'austérité. Au contraire, la situation démontre le rôle central de l'État et des services publics, à commencer par l'école et l'hôpital. Elle met en lumière le besoin de repenser dans sa globalité notre système productif et nos modes de consommation, de relocaliser les activités économiques et d'avoir une vraie politique industrielle pour garantir notre souveraineté et répondre aux enjeux environnementaux. Elle démontre la nécessité d'une autre répartition des richesses pour rompre avec les stratégies des multinationales et des Gafam qui continuent à délocaliser et à frauder l'impôt. La CGT porte des propositions pour un véritable « plan de rupture » pour garantir le « plus jamais ça ! » et gagner la transformation en profondeur de notre société.

La CGT appelle à l'action et à la mobilisation du monde du travail ! La diversité des modes d'action nous permet dans les entreprises, les administrations et dans les territoires de faire entendre nos revendications dans le respect des exigences sanitaires. Si la situation sanitaire nous impose le masque, elle ne doit pas nous bâillonner !

La CGT prend toutes les dispositions pour continuer à être aux côtés des travailleuses et des travailleurs, garantir les droits et empêcher les restructurations et les licenciements.

Des mobilisations doivent se construire et des luttes se mener dans le cadre d'un processus d'action interprofessionnel permettant d'élever le rapport de force et de gagner sur nos revendications. Dans cette perspective, la CGT appelle à l'action :

- les 21 et 25 novembre dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes;
- le 5 décembre, contre la précarité, pour l'emploi et les droits des privé-e-s d'emploi.

La CGT appelle les salarié-e-s, jeunes, retraité-e-s et les privé-e-s d'emploi, à s'organiser collectivement et à se syndiquer !